

# Tentative de saisie d'un avion d'Air Côte d'Ivoire au Mali : Le gouvernement veut sévir !

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 29 NOVEMBRE 2021

# 984

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Niger

## Bazoum essaie de justifier sa répression sanglante



ONEF : Des ébauches de solutions pour  
absorber le chômage



2<sup>ème</sup> congrès du CRAJ-FASO Nyèta : Sous le signe  
d'une transition réussie



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**28** Nov.  
2021

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**1 197**

Nouveaux cas confirmés

**39**

Nouveaux guéris

**14**

Nouveaux décès

**02**

Au cours des dernières 24 H

**87** malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont  
**19** cas graves en soins intensifs  
**473** suivis à domicile

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**17 339**

**Guéris**

**15 128**

**Décès**

**605**

dont 950 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.14



P.19



## / Une /

Niger : Bazoum essaie de justifier sa répression sanglante

P.4

## / Brèves /

Niger : Le convoi militaire français parti de la Côte d'Ivoire à nouveau bloqué  
Mohamed Bazoum, président nigérien : « Je suis sûr que le jour où les français plieront bagage à Gao (Mali), ce sera le chaos »

P.10

BMS-SA : Lanfia Koita remplace Alioune Coulibaly au poste du DG

P.10

Dépendance du Mali : La dette publique s'élève à plus de 4 700 milliards de FCFA à fin 2020

P.11

Environnement : Quels impacts pour l'écoulement des eaux de caniveaux dans le fleuve ?

P.11

Koulouba : L'exigence de retrait du badge d'accès crée un attroupement monstre

P.12

P.12

## / Actualité /

Tentative de saisie d'un avion d'Air Côte d'Ivoire au Mali : Le gouvernement veut sévir !

P.14

Observatoire national de l'emploi et de la formation : Des ébauches de solutions pour absorber le chômage

P.15

2ème congrès du CRAJ-FASO Nyèta : Sous le signe d'une transition réussie

P.16

Mali : Une délégation Suédoise de haut niveau en visite à Gao pour encourager les efforts de la MINUSMA dans la région

P.17

Gestion des forêts classées : Le faux-fuyant du Directeur National des Eaux et Forêts

P.18

## / Politique /

Mali – Florence Parly : « Sur leurs liens avec Wagner, les russes ne trompent personne »

P.19

Mali : Le Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau continue sa croisade contre les orpailleurs illégaux

P.20

Attaque contre le mouvement démocratique : Choguel victime d'un procès en sorcellerie ?

P.22

## / Culture & société /

Ma sœur en Islam : Sophie Pretronin

P.25

## / International /

Burkina Faso : Une journée sous tension à Ouagadougou

P.26

RDC : La ministre de la Justice demande le retour de Willy Bakonga en prison

P.27

## / Sport /

L'Ivoirien Giovanni Sio : De nouveau à l'heure suisse

P.28

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** .....



## Niger Bazoum essaie de justifier sa répression sanglante



**V**endredi 26 Novembre 2021. Il est 20h30. Les nigériens sont nombreux, les yeux rivés à l'écran de leur téléviseur ou les oreilles collés au transistor. Et pourquoi donc ? Le Chef de l'État, Bazoum Mohamed, doit faire une allocution sur les médias publics. Il compte éclairer l'opinion sur la relation qui lie le Niger à la France en matière sécuritaire, la coopération militaire et d'une manière générale la situation sécuritaire au Sahel.

Pour rappel, toute la semaine d'avant, un convoi militaire français, transportant du matériel en direction du Niger pour le Mali, a été stoppé au Burkina Faso par des jeunes en colère. Ils reprochaient à la France d'être complices des terroristes. Certains sont allés jusqu'à affirmer que le matériel était destiné aux terroristes. Autant dire que la colère était à la mesure de la méfiance. Dans la foulée du départ du convoi - rudement concédé -, les jeunes burkinabés ont invité leurs semblables du Niger à empêcher son passage sur leur territoire. Dans le même temps, il circulait à Niamey une rumeur selon laquelle une base militaire française serait installée dans la région de Dosso au Niger. L'un dans l'autre, le président Bazoum a voulu prendre la parole

pour rassurer et dissiper les malentendus. Dans un entretien, d'une demi-heure, il a présenté la France comme « un pays important pour nous [...] avec lequel nous entretenons une relation de grande qualité ». Aussi, a-t-il ajouté « De tous les pays qui sont engagés à nos côtés dans la lutte contre le terrorisme, la France est le pays qui consent le plus de sacrifices. « Ce sont 53 jeunes Français qui sont morts au Mali... ».

Cependant, Bazoum ne voudrait pas qu'on déduise ni de sa collaboration, ni de sa gratitude envers la France, une quelconque soumission. Il a particulièrement insisté sur le droit du Niger à diversifier ses partenaires. (Ce qui, soit dit en passant, semble être dénié aux maliens). Comme en témoigne le récent contrat d'armement signé avec la Turquie, et d'autres conclus avec des « pays de l'Europe de l'Est » de l'aveu de Bazoum. Au total, le Président nigérien a tenté d'être le plus objectif possible. Témoigner d'une part sa reconnaissance à la France. D'autre part, mettre en évidence la faculté du Niger à diversifier ses partenaires. Comme c'est déjà le cas.

Pourtant, dès la soirée même de son allocution, des jeunes de Téra, dans la région de Tilibery, se mobilisaient. Ils ont appris le passage imminent dans leur localité d'un convoi militaire de la force barkane, à destination de Gao.

« Les manifestants, pour la plupart des jeunes, ont érigé des barricades avec des pneus usagés sur la voie principale qui tra-



verse la ville. « On ne veut pas de vous ! », « rentrer chez vous ! », sont, entre autres, les slogans scandés par les manifestants qui étaient face-à-face avec les premiers véhicules du convoi composé d'une centaine de

véhicules », rapporte Actuniger.

Très vite, la violence s'est invitée. Les forces de défenses et de sécurités nigériennes qui escortaient le convoi ont usé de la force. Selon un communiqué officiel du gouvernement du Niger, on déplore la mort de deux personnes et dix-huit blessés dont 11 graves. Selon France 24, « le convoi a finalement pu quitter Téra à la mi-journée et reprendre sa progression vers Niamey ».

Cet épisode tragique vient exacerber encore plus les tensions. « C'est dommage pour les forces de l'ordre du Niger qui massacent leurs propres citoyens à cause des étrangers favorisant par Mr Bazoum qui a encouragé la présence militaire étrangers au Niger. Nous disons non à la présence des forces armées françaises au Niger », a écrit un internaute. A Téra et dans les environs, l'heure est à la désolation. L'enquête promise par le gouvernement ne fait pas illusion. D'autant plus que, le communiqué précité a présenté les manifestants comme « très violents ».

Malik Wogo



## ■ Yeah Samake



CHERS AMIS,

Je suis arrivé à l'instant à Yanfolila en compagnie de Thierno N'diaye dans le cadre d'une mission d'approvisionnement en Eau Potable dans les zones rurales du #Mali à travers ma Fondation Empower Mali.

Grand merci à JP's Peace, Love & Happiness Foundation pour le financement de notre vaste programme « Eau Potable pour Tous »! Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR



## ■ Ammy Baba Cisse



Les hélicoptères achetés avec la Russie peuvent maintenant voler et commencer à combattre les voyous de la Nation.

Quand je regarde les plateformes Amazon (USA) et Alibaba (Chine) on comprend qu'il faut travailler.

## ■ Gouvernement du Mali



Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur d'Allemagne, Mesdames et Messieurs les Partenaires Techniques et financiers du Mali

C'est pour moi un grand honneur et un agréable devoir de prendre la parole pour la cérémonie d'ouverture de l'atelier de planification des actions prioritaires de mon département au titre de l'année 2022.

C'est pourquoi, l'exercice auquel nous sommes soumis ce matin, est d'une importance capitale dans la mesure où il nous permet de partager notre bilan provisoire de l'année en cours et de se projeter sur l'année de planification tenant compte de nos priorités et répondant aux aspirations de nos populations cibles.

Les avantages de la planification vous le savez bien Mesdames et Messieurs, c'est d'avoir sous contrôle, le déroulement normal des activités dans le temps et en matière de coût d'une part et de disposer de notre capacité à anticiper sur les événements d'autre part.

En un mot, c'est rendre l'année 2022 prévisible en matière de politique publique dans les domaines de la réconciliation, de la paix et de la cohésion.

C'est sur cette note d'espoir que je déclare ouvert l'atelier de planification des actions prioritaires du Ministère de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Nationale au titre de l'année 2022.



## ■ Grand P



Est-ce que vous êtes prêts à accueillir le tube de l'année, le featuring avec Tiken Jah Fakoly? C'est pour très bientôt restez connectés ça peut tomber à tout moment.

Abonnez-vous à la chaîne YouTube en attendant



## ■ Zoumana Traore



Le FARE An ka Wuli Organise ses Congrès les 18 et 19 Décembre 2021.

An ka Wuli Mali Yé !!!

## ■ Mohamed Salia Touré



J'ai eu l'honneur de participer ce jour samedi 27 Novembre 2021 au lancement réussi du Réseau Garanti Jeune au Mémorial Modibo Keita. Un réseau qui propose un accompagnement personnalisé aux jeunes en précarité avec des outils en phase avec les centres d'intérêts des jeunes

Merci pour le choix porté sur ma modeste personne pour parainner les activités. Merci au promoteur du COPCC pour la présence remarquable et remarquable.

#LA REVOLUTION CITOYENNE EN MARCHÉ



## ■ ONU Femmes Mali



Notre profil de la semaine est Mme Cissé Mariam Kaïdama Sidibé, première #femme politique malienne et la seule à avoir occupé un poste de Première ministre dans l'histoire du pays (2011 à 2012). Nous rendons hommage à cette dame décédée le 06 novembre 2021 des suites de maladie.

Née le 4 janvier 1948 à #Tombouctou, dans le Nord du Mali, elle était une femme d'État malienne reconnue dans le monde. Après avoir occupé plusieurs postes ministériels, elle est devenue la première femme à occuper le poste de Premier ministre le 3 avril 2011, succédant à Modibo Sidibé. Elle restera à ce poste sous le régime du Président Amadou Toumani Touré jusqu'au coup d'État survenu le 22 mars 2012 et perpétré par le capitaine Amadou Aya Sanogo. Après une scolarité à #Goundam, Mariam Kaïdama passe le baccalauréat en 1970 dans le district de Bamako. Elle obtient ensuite le diplôme d'administrateur civil à l'École nationale d'administration de Bamako.

En 1991, Mariam Kaïdama Sidibé est conseillère technique auprès du président Amadou Toumani Touré, puis d'août 1991 à juin 1992, ministre du Plan et de la Coopération internationale du gouvernement

de transition. De mai 1992 à juin 1992, elle est aussi ministre de l'Agriculture et de l'Environnement. Entre août 1993 et novembre 2000, elle est secrétaire exécutive du Comité inter-État de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), basé à Ouagadougou. En août 2001, elle est à nouveau conseillère spéciale du président de la République, après l'élection de celui-ci. De mars à juin 2002, elle est ministre du Développement rural du Mali puis en 2003, elle est nommée présidente du conseil d'administration de la Société nationale de tabac et allumettes du Mali (Sonatam).

Elle laisse derrière elle son mari et quatre enfants éplorés.

Dors en paix, Cissé Mariam Kaïdama Sidibé !

#femmeforte

#Mali

#PremierMinistre



## ■ Awa Sylla



C'est quand même une déception totale deh.

Chacun pense que l'état est pour lui et il peut se remplir les poches et à vie.

Personne ne pense au Mali et à son avenir.

Quoiqu'on peut dire tonton Choguel est matinal il n'est pas comme le papa de mon chéri Demba Coulibaly qui dormait jusqu'à 13h. Bonne journée

## ■ FIGARO DU MALI

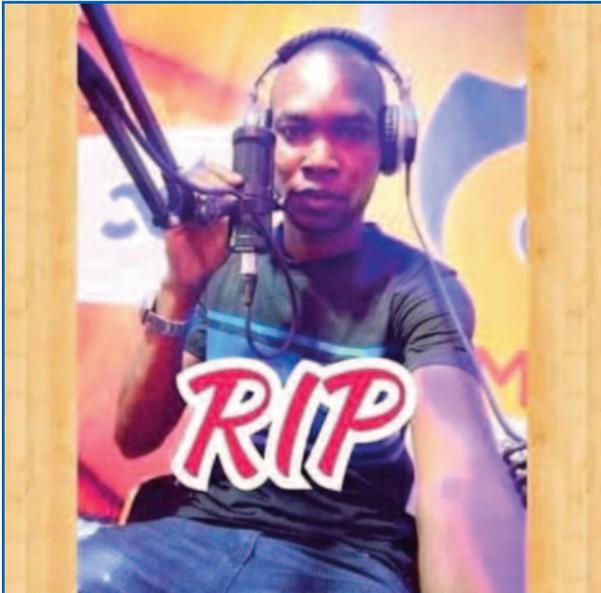


LA PRESSE MALIENNE EN DEUIL : Modibo Konaté de la radio Sahel FM s'en est allé....

Tous les personnels de FIGARO DU MALI / Sahel FM ont la profonde douleur de vous annoncer le décès brutal de leur confère, ami et collaborateur Modibo Konaté dit "DJ USHER" pour

les intimes de la radio Sahel FM sis à Baguineda. L'accident est survenu à la suite d'un accident de circulation entre Tiéguena et Baguineda... " Inna ilâ rabbika roudj-â" ( en vérité c'est au Seigneur qu'appartient le retour).. Faisons donc de bénédictions pour le repos éternel de l'âme du défunt. La disparition de Modibo Konaté nous a laissé sans mot, une perte énorme mais ainsi va la vie..Dors en paix confrère

Yacouba Coulibaly....



## ■ Casimir Apiè Sangala

Il veut être au centre de tout. Un point c'est tout !



## ■ Macky Sall

De tout cœur avec notre compatriote, l'international Krépin Diatta, suite à sa blessure. Bon courage Krépin. Reviens-nous encore plus fort ! Avec mes prières et vœux de prompt rétablissement.



## ■ Abdoul MBAYE

L'entourage de @Macky\_Sall devient de plus en plus dégoûtant. Des brutes sans cerveau mettent en danger la Nation en raison de la peur qui les gagne. Hier cet indigne député SOW. Aujourd'hui ce Mbengue dont on s'interroge sur ce qui peut en faire un invité des télévisions.



## ■ Serge Daniel

#Mali-Cameroun-Banques Sanctions- D'après mes informations, 3 hauts cadres membres du



Conseil D'administration de la Banque Atlantique-C ( dont 1 chef de la BICI-M) sont virés pour " non respect des normes bancaires". La CB arrive à Bamako le 6 décembre. Ça risque de chauffer !

## ■ Colonel Assimi GOITA



Je me réjouis d'avoir présidé cet après-midi, la cérémonie de remise officielle des quatre hélicoptères de type MI-171 à la base 101 de Senou.

Le renforcement et la modernisation de notre outil de défense sont au coeur de nos préoccupations.



STUDIO D'ENREGISTREMENT - PRODUCTION D'ARTISTES  
INGENIEURIE DE SON



**CREATED LABEL**  
TEMPLE OF MUSIC

SEBENIKORO

+223 93 34 98 73



**Niger : Le convoi militaire français parti de la Côte d'Ivoire à nouveau bloqué**



Le convoi militaire français parti de la Côte d'Ivoire et se rendant à Gao, au Mali, en transitant par le Burkina Faso et le Niger, a de nouveau été bloqué par des manifestants samedi dans la ville nigérienne de Téra. Il a depuis repris la route. Le convoi de près d'une centaine de véhicules avait déjà été bloqué au Burkina pendant plus d'une semaine à la suite de manifestations anti-françaises. Après des négociations avec les organisateurs de ces manifestations, il avait pu reprendre sa route pour le Niger où il est arrivé vendredi.

**BURKINA FASO : UN CONVOI DE L'ARMÉE FRANÇAISE BLOQUÉ PAR DES MANIFESTANTS**

"Le convoi s'est arrêté hier soir à Téra. Ce matin, quand ils ont voulu reprendre leur progression vers Niamey (à 200 km de là, ndr), ils ont été arrêtés par un millier de manifestants et un groupe violent parmi eux a tenté de s'emparer des camions", a détaillé le porte-parole de l'état-major français, le colonel Pascal Ianni. "Les forces de sécurité nigériennes étaient sur place et ont réussi à maintenir les manifestants à distance du convoi avec des gaz lacrymogènes", a-t-il expliqué. Mais après un moment de calme, "vers 10H30, la tension est remontée chez le millier de manifestants. Les gendarmes nigériens et les soldats français ont effectué des tirs de sommation", a poursuivi le porte-parole. Le convoi a finalement pu quitter Téra à la mi-journée et reprendre sa progression vers Niamey. "Nous prenons toutes les précautions pour sécuriser le convoi et éviter les tensions", a assuré le colonel Ianni, en démentant fermement de "fausses informations" circulant sur les réseaux sociaux selon lesquelles l'armée française aurait tué des dizaines de civils nigériens à Téra.

**LES MILITAIRES SE HEURTENT AU "SENTIMENT ANTIFRANÇAIS"**

Les critiques à l'égard de la présence militaire française se multiplient au Niger, au Mali et au Burkina Faso. A son entrée en territoire burkinabè la semaine dernière, le convoi avait d'abord été ralenti dans sa progression par des manifestants à Bobo Dioulasso (sud-ouest), dans la capitale Ouagadougou (centre) puis à Kaya, à une centaine de km au nord-est de la capitale. Quatre manifestants avaient été blessés par balle dans des circonstances indéterminées. Plusieurs manifestants accusaient les soldats français de transporter des armes pour les groupes djihadistes qui terrorisent depuis des années plusieurs pays du Sahel et sont combattus sur le terrain par l'armée française dans le cadre de l'opération Barkhane. Dans ce contexte tendu, le président du Niger, Mohamed

**Mohamed Bazoum, président nigérien : « Je suis sûr que le jour où les français plieront bagage à Gao (Mali), ce sera le chaos »**



Le président nigérien, Mohamed Bazoum a apporté son soutien à aux soldats français engagés dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. Dans une interview, le dirigeant nigérien assure que le départ des forces françaises de Gao au Mali provoquera le chaos.

Connu pour son franc-parler et sa proximité avec Paris, Mohamed Bazoum n'est pas allé par quatre chemins pour critiquer les détracteurs de l'armée française au Sahel. Il a salué l'engagement de la France dans la lutte contre le terrorisme dans cet espace et assure que le départ des troupes françaises provoquera un chaos dans la région notamment dans la ville malienne de Gao. « Et si les Français s'en vont, vous êtes sûrs que ces armées-là, qui ont leur devoir aujourd'hui, elles seront en mesure de faire face à cette situation ? Non ! Moi, je suis sûr que le jour où les Français plieront bagage à Gao, ce sera le chaos ! Les gens de Gao le savent de toute façon », a déclaré Bazoum.

« De tous les pays qui sont engagés à nos côtés dans la lutte contre le terrorisme, la France est le pays qui consent le plus de sacrifices. Ce sont 53 jeunes Français qui sont morts au Mali ». Une déclaration qui intervient au moment où les manifestations contre les soldats français au Sahel se sont multipliées. Durant une semaine, un convoi des soldats français a été bloqué par des jeunes manifestants à Kaya, dans le centre-nord du Burkina Faso. Si le convoi a finalement poursuivi sa progression vers le Niger, on apprend qu'il a à nouveau été bloqué à Tara, dans l'ouest du pays de Bazoum.

Ancien cacique du régime de Mahamadou Issoufou, Mohamed Bazoum a été élu à la tête du Niger à l'issue d'une élection contestée par l'opposition. Installé au palais de Niamey, l'ancien ministre de l'intérieur s'est illustré à travers ses déclarations controversées envers le Mali, un voisin sahélien.

Source : beninwebtv

Bazoum, a exprimé vendredi soir sa "reconnaissance" envers la France dont il a salué "les sacrifices" dans les pays du Sahel. Paris a entrepris en juin de réorganiser son dispositif militaire de lutte contre les djihadistes au Sahel, en quittant notamment les bases les plus au nord du Mali (Kidal, Tombouctou et Tessalit) et en prévoyant de réduire ses effectifs dans la région d'ici 2023 à 2.500-3.000 hommes, contre plus de 5.000 aujourd'hui.

Source : tv5monde

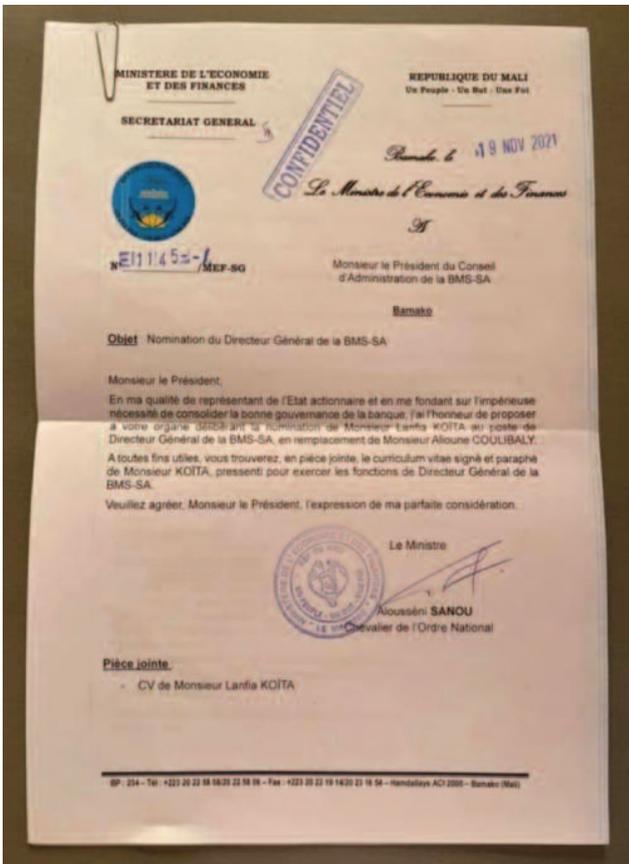
**BMS-SA : Lanfia Koita remplace Alioune Coulibaly au poste du DG**



**S**elon nos sources M. Lanfia Koita remplace Alioune Coulibaly au poste du DG de la BMS. Diplômé en économie, M. Lanfia Koita, précédemment Directeur général adjoint à la BMS-SA, a été nommé Directeur Général de la BMS-SA.

Il succède ainsi au PDG Modibo Cissé, un homme qui a beaucoup contribué à redresser cette banque ces dernières années et qui s'apprête à faire valoir ses droits à la retraite en fin d'année. Selon des sources proches de l'Hôtel des Finances, M. Cissé a parfaitement collaboré avec la commission technique mise en place pour conduire le dossier.

Source : Niarela.Net



**Dépendance du Mali : La dette publique s'élève à plus de 4 700 milliards de FCFA à fin 2020**



**Au Mali, l'encours global de la dette publique a atteint 4 757 milliards FCFA en fin décembre 2020, contre 4 106 milliards FCFA un an auparavant, soit une hausse de +15,85%, selon les chiffres officiels publiés le 2 novembre 2021 dernier (d'après sikafinance.com.).**

**C**ette évolution a été davantage tirée par la dette intérieure qui a enregistré une forte augmentation de +23,79% pour s'établir à 1 763,34 milliards FCFA que par la dette extérieure (+11,64% à 2 993,66 milliards FCFA). Toutefois, la structure de la dette de l'État malien demeure dominée par la dette extérieure qui représente 63% de l'encours global de la dette publique, contre une part de 37% pour la dette intérieure. En particulier, la dette extérieure est composée de 77% par la dette multilatérale et de 23% par la dette bilatérale.

S'agissant de la structure de la dette intérieure, elle reste largement dominée par les obligations du trésor avec une part de 93% contre seulement 7% pour les bons du Trésor. Par ailleurs, le service de la dette supporté par le gouvernement malien s'est également accru de 52% à 791,73 milliards FCFA fin 2020, dont 676,75 milliards FCFA au titre de la dette intérieure et 114,98 milliards FCFA au titre de la dette extérieure. Dans le détail, le principal du service de la dette est ressorti à 669,08 milliards FCFA contre 122,65 milliards FCFA pour les intérêts.

Face à cette situation qui montre clairement une certaine dépendance extérieure, le Mali pourrait-il tenir si jamais une sanction était prise à l'encontre du pays par la communauté internationale ?

Bourama Keita / Source : LE COMBAT

Abonnez vous à votre journal numérique

**Malikilé**

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com  
Site : www.malikile.com

**Environnement : Quels impacts pour l'écoulement des eaux de caniveaux dans le fleuve ?**



Au Mali, notamment à Bamako, la plupart des caniveaux déversent leurs saletés dans le fleuve. Ces pratiques malsaines ne sont pas sans conséquence néfastes sur la vie des populations, car le fleuve joue un rôle clé dans la fourniture d'eau, source de vie.

Les conséquences nuisibles résultent du comportement des Maliens eux-mêmes. Votre quotidien, Le Combat, s'est intéressé à cette question cruciale de l'environnement qui conditionne la santé durable. L'écoulement des eaux insalubres des caniveaux dans le fleuve est facteur d'énormes désagréments, notamment les maladies infectieuses et autres. Conséquemment, les fleuves qui traversent le Mali, malgré leur importance sur plusieurs plans, ne répondent pas aux besoins impérieux de la population. Le transport de l'eau polluée affecte dangereusement la santé publique. À cela s'ajoute le drainage des déchets solides, des produits chimiques périmés, des gaz, ce qui explique aussi souvent l'eau maussade de nos toilettes et autres robinets. Les localités en bordure du fleuve à Bamako, notamment Yirimadio, Missabougou, Magnabougou en passant par Badalabougou, Torokorobougou, Quartier-Mali, jusqu'à Kalaban, en fournissent l'illustration. On constate beaucoup de choses désagréables : des cadavres d'animaux de tous genres, des déchets industriels, entre autres. L'État est appelé à fournir des efforts gigantesques pour enrayer ce fléau. Des mesures draconiennes sont à envisager pour éviter des occupations illicites des bords du fleuve, pour lutter contre le jet des cadavres d'animaux et autres incommodités dans le cours de nos fleuves, et aussi des choses brûlées. La sensibilisation de la population pour la protection de l'environnement doit être accrue. Le projet « un élève, un arbre » est un bon exemple.

Lassana Sow / Source : LE COMBAT

**Koulouba : L'exigence de retrait du badge d'accès crée un attroupement monstre**



Pour ceux qui ont fait l'expérience d'aller à la présidence de la République à Koulouba, ils pourront en témoigner. Les mesures de sécurité ont été renforcées. Il est exigé un badge d'accès à toute personne entrante. Un dispositif qui crée un attroupement monstre susceptible d'être un foyer de contamination en cette période de COVID-19.

Pas facile d'entrer à la Présidence de la République ou tout autre bâtiment administratif dans l'enceinte de Koulouba sans badge. C'est la nouvelle mesure instaurée par les forces de l'ordre qui veillent au grain. Et c'est de bonne guerre de ne pas badiner avec la sécurité dans un pays comme le Mali où, non seulement l'insécurité est galopante, mais surtout quand on se souvient qu'un président de transition avait été agressé par certains citoyens indélicats. Cependant, si la mesure est de mise, il semble qu'elle est mal organisée au point d'engendrer d'autres problèmes en cette période de crise sanitaire de la pandémie de la COVID-19. Parce que, pour l'obtention du précieux sésame (Badge d'accès), il faudra faire la queue pour l'obtenir ce qui crée un attroupement monstre qui pourrait être source de contamination au Coronavirus. Pour cause, pour avoir accès à la Présidence de la République, il faut d'abord présenter ta carte pour enregistrement des données et l'heure. Ce qui prend banalement une dizaine de minutes. Au retour, la même chose se fait, mais sauf qu'il faudra fouiller pour retrouver la carte de celui qui sort pendant que d'autres sont en attente pour obtenir le badge. Pire, ce travail d'enregistrement est fait par deux agents dont l'un enregistre et l'autre se charge de cartes et des badges, ce qui retarde le processus, créant ainsi les attroupements. Toutefois, si ces mesures doivent être maintenues, il va falloir que les autorités prévoient une autre équipe de deux policiers supplémentaires. Ainsi, un binôme de policiers se chargera désormais des entrants et le second binôme des sortants pour faciliter le travail, mais aussi éviter les attroupements et la tension qui monte à chaque fois avec les usagers et les policiers.

Le Fouineur / Source : LE COMBAT



# Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite  
s'étend à tous les agents publics sans exception

**Article 2:** Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

**Article 3:** Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



# Tentative de saisie d'un avion d'Air Côte d'Ivoire au Mali : Le gouvernement veut sévir !



L'information a vite fait le tour comme une trainée de poudre : un avion de la compagnie Air Côte d'Ivoire a été saisi et immobilisé à l'Aéroport International Président Modibo Kéita de Bamakou-Sénou ! C'est déjà la panique à Bamako tout comme à Abidjan au détour d'échanges de civilité. On veut comprendre des deux côtés ce qui se passe. Au finish, l'avion en question a pu rejoindre la capitale ivoirienne sans que l'on sache sur le coup pourquoi ? Il a fallu attendre un communiqué du gouvernement malien, plus de 72 heures après l'incident, pour comprendre que c'est à la suite de l'intervention de l'Ordre des Huissiers-Commissaires de Justice qu'est intervenu le dénouement !

« Le Gouvernement du Mali a été surpris d'apprendre que le lundi 22 Novembre 2021, un Huissier-Commissaire de Justice a tenté de saisir un aéronef de la Compagnie Air Côte d'Ivoire à l'Aéroport International Modibo KEITA de Bamako-Senou », indique le communiqué du gouvernement, qui « tient à préciser qu'il n'a été ni informé ni associé à une telle entreprise ; que les recoupements effectués lui ont permis de comprendre que la tentative de saisie, qui constitue à tous égards une entorse à la loi, à été fort opportunément interrompue sur intervention de l'Ordre des Huissiers-Commissaires de Justice ».

Face à cette situation, annonce le gouvernement malien, le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, a instruit l'ouverture d'une enquête pour faire toute la lumière sur cette af-

faire. « Le Gouvernement rassure que toutes les conséquences juridiques attachées à cette affaire seront tirées en temps opportun et que toutes les mesures seront prises pour éviter la survenue à l'avenir de tels incidents. En attendant, le Gouvernement présente ses regrets aux autorités et au peuple ivoiriens pour les désagréments causés par l'incident. Bamako, le 26 Novembre 2021 », conclut le communiqué.

Au regard du ton fermement utilisé, l'huissier de justice coure-t-il de risque de sanction ? Ce qui est sûr, c'est que cette affaire, même si c'est une décision de la cour de justice de la CEDEAO qui la motive, ne pouvait prospérer alors même que le gouvernement malien n'y était aucunement informé. En effet, on apprend que c'est à la suite d'une décision de la Cour de justice de la CEDEAO, que l'homme d'affaires Congolo-malien Oumar Diawara avait tenté, le 22 novembre, la saisie au Mali d'un Airbus A319 immatriculé TU- TSZ exploité par la compagnie nationale Air Côte d'Ivoire.

L'opération ferait en effet suite à la décision prise, le 22 octobre dernier, par la Cour de justice de la CEDEAO de réattribuer au sieur Diawara environ 50 hectares de terrains confisqués en 2020 sur décision du Tribunal de Première Instance d'Abidjan, ainsi que de lui verser 1,3 milliard de francs CF A au titre de dommages et intérêts.

Situées sur les communes d'Angré, Assinie, Bingerville et Abatta, ces terres sont estimées à 15 milliards de F CFA. On apprend que l'une

des parcelles concernées doit accueillir un tronçon de la future autoroute Y4, qui contournera la capitale économique.

Toujours dans l'attente de l'exécution du jugement, l'investisseur malien, également actif dans les secteurs du pétrole et du gaz en Afrique centrale, ainsi que du transport de produits raffinés et alimentaires dans l'arrière-pays ouest-africain, a donc décidé de saisir les avoirs de l'État ivoirien. Ainsi obtenait-il, le 19 novembre, au Mali, devant la Cour Suprême, la formule exécutoire du jugement. Muni de l'arrêt de la CEDEAO, un huissier accompagné de la force publique s'était donc présenté, le 22 novembre, à l'Aéroport pour immobiliser l'appareil en provenance d'Abidjan.

Quelques heures après l'incident, la compagnie Air Côte d'Ivoire avait réagi en disant qu'aucun avion de Air Côte d'Ivoire n'avait été saisi par un quelconque homme d'affaires, tout en reconnaissant néanmoins une tentative dans ce sens. En effet, dans un communiqué, la direction de la compagnie aérienne, avait déclaré avoir été « **informée d'une tentative de saisie d'un de ses aéronefs de type Airbus A319 à l'Aéroport International de Bamako** », le lundi 22 novembre 2021. Air Côte d'Ivoire disait en conséquence ne pas se sentir concerné par une mesure qui « **s'apparente en exécution d'une décision de la Cour de Justice de la CEDEAO** ».

Aussi, la direction assurait qu'elle prendra des mesures de droits pour prévenir de tels agissements contre ses biens et « **mettra tout en œuvre pour garantir sa crédibilité** ». « **La direction informe l'opinion publique nationale et internationale que cette tentative n'a pu prospérer et que le vol prévu à 17h10, a effectivement décollé à 17h12** », avait rassuré Air Côte d'Ivoire sur cette affaire rocambolesque.

Des commentaires vont cependant bon train sur cette affaire. Pour certains, l'homme à la base de cette tentative de saisie de l'avion de la compagnie Air Côte d'Ivoire étant malien, le gouvernement du Mali devrait plutôt appuyer le soutenir dans sa démarche. Pour d'autres, tout étant question de droit, le gouvernement du Mali a bien fait pour ne pas se mettre au-dessus de la loi. Ce qui est sûr, c'est que l'homme d'affaire Congolo-malien promet de ne pas en rester là !

■ Yama DIALLO

# Observatoire national de l'emploi et de la formation : Des ébauches de solutions pour absorber le chômage

Le directeur général de l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF) Boubacar Diallo et ses collaborateurs ont animé, le vendredi 26 novembre 2021, un point de presse. Objectif : présenter les résultats des récentes études réalisées par l'observatoire national de l'emploi et de la formation.



Le point de presse était articulé autour de la présentation des résultats des quatre études menées par l'Observatoire national de l'emploi et de la formation en 2020. Il s'agissait entre autres de la présentation des résultats de l'étude élargie sur l'insertion professionnelle et l'employabilité des diplômés des institutions publiques d'enseignement supérieur au Mali (cohorte 2015-2018) ; de la présentation des résultats de l'étude d'évaluation des 7, 8, 9 et 10ème promotions de stage de formation professionnelle de l'agence pour la promotion de l'emploi jeunes (APEJ) ; de présenter quelques résultats de l'étude sur le devenir des bénéficiaires de crédits dans le cadre du programme indicatif de coopération (PICIII) ; de la présentation des résultats de l'étude sur la satisfaction des employeurs des sortants des centres de formation profession-

nelle appuyés par le programme ML1022, financé par la coopération Luxembourgeoise dans sa zone d'intervention.

A l'entame du point de presse, le directeur général de l'observatoire national de l'emploi et de la formation Boubacar Diallo est revenu sur les motivations réelles des différentes études réalisées par sa structure. Ces résultats, dit-il, serviront de boussole pour les plus hautes autorités du pays et des partenaires au développement. A ses dires, l'ONEF est une structure qui a pour vocation de réaliser des études de recherche dans le domaine de la formation professionnelle. Il a aussi remercié la coopération luxembourgeoise.

Le représentant du ministre de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle Moussa Coulibaly a félicité l'ONEF pour avoir réalisé ces études. Subséquem-

ment, il a précisé que ces études permettront de faire un suivi et une évaluation des différentes actions et influenceront les décideurs de prendre des bonnes décisions pour pouvoir satisfaire la demande sociale.

L'objectif principal de l'étude élargie sur l'insertion professionnelle et l'employabilité des diplômés des institutions publiques d'enseignement supérieur est de retracer le parcours des diplômés sur le marché du travail (emploi, chômage, reprise d'une autre formation). Elle documentera également les expériences et les vécus des diplômés dans le processus d'insertion professionnelle et dans celui de l'employabilité (en termes de réussites et échecs), et leur apportera selon leur profil socio-économique, leurs domaines d'activités ainsi que leurs conditions de mobilité dans l'emploi. Les recommandations formulées à ce niveau sont les suivantes : mettre en place un dispositif de suivi post-formation, accélérer le processus d'obtention des attentions, adapter le programme de formation aux besoins du marché du travail pour ne citer que celles-ci.

S'agissant de la présentation des résultats de l'étude d'évaluation des 7, 8, 9 et 10ème promotions de stage de formation professionnelle de l'agence pour la promotion de l'emploi jeunes (APEJ) les conférenciers diront que de 2014 à 2017/2018, 19 736 jeunes ont bénéficié le stage de l'APEJ dont 50,1% de femmes. Les bénéficiaires ont un niveau de diplôme allant du CAP au doctorat. Ce stage dure 12 mois. Plus de 71,3% des stagiaires ont fait leur stage à Bamako. Il ressort de cette étude que 73,6% qui ont effectivement fait le stage de l'APEJ sont en emploi, 17,6% au chômage ; 3,1% en formation ou stage non rémunéré et 5,7% sont hors de la main d'œuvre. 4,6% des stagiaires exerçaient une activité rémunératrice de revenu avant le stage et après le stage 74,2% des stagiaires exercent une activité rémunératrice de revenu. Au regard de ces chiffres, le stage de l'APEJ constitue un véritable outil pour absorber le chômage dans notre pays.

Les recommandations de cette étude sont entre autres : renforcer le mécanisme de paiement des allocations, optimiser les affectations des stagiaires, renforcer le suivi des stagiaires au lieu de stage et embaucher les stagiaires de l'APEJ si possible.

■ Ibrahim SANOGO

## 2<sup>ème</sup> congrès du CRAJ-FASO Nyèta : Sous le signe d'une transition réussie

Le parti convention des réformateurs pour l'alternance et la justice (CRAJ-Faso Nyèta) a organisé le samedi 28 novembre 2021, son 2ème congrès ordinaire au CICB. Placé sous le thème « Les perspectives pour une sortie de crise de la transition politique », le congrès s'est tenu en présence de plusieurs participants venus de l'intérieur du pays et les partis amis. Il s'agissait pour les congressistes apporter leur soutien inconditionnel aux autorités de la transition pour la réussite de leur mission.

Le parti convention des réformateurs pour l'alternance et la justice « CRAJ » est un parti qui s'est fixé comme objectif de proposer des pistes de solutions aux autorités du Mali pour une sortie de crise. Ce congrès est placé sous le signe des perspectives pour une sortie de crise de la transition politique, voudrait inviter la population malienne à un sursaut national et au patriotisme afin qu'on ait une transition réussie. Le parti a organisé, le 18 février 2018, son premier congrès ordinaire à Bamako. A l'issue duquel Mahamane Mariko a été élu président.

Selon le président du parti convention des réformateurs pour l'alternance et la justice « CRAJ », ce 2ème congrès se tient dans un contexte de crises multiformes, marqué par une relation tendue entre notre pays et une partie de la communauté internationale depuis la rupture constitutionnelle intervenue le 18

août 2020, suivi du renversement du premier président de la transition quelques mois plus tard. « Pour nous, la chute du président IBK, n'est pas simplement liée à sa gestion des affaires publiques mais c'est le déclin d'un système qui a montré toutes ses limites », a-t-il dit.

En outre, il dira que « Beaucoup se refusent à admettre cette évidence. Il ne s'aurait y avoir aucune issue individuelle sans les causes profondes qui ont entraîné ce délitement du pays ne soit clairement reconnues par tout un chacun et traitées de façon concertée et intégrée sans aucun faux fuyant. Nous devons faire mieux en acceptant de nous parler en frères sans retenue, dans le respect mais avec responsabilité. C'est ce que nous appelons depuis 2012 : l'organisation de conférence nationale souveraine autrement appelée par d'autres Assises Nationale de la Refondation. Il faut la

soutenir, l'accompagner avec des propositions concrètes. C'est ce qui explique le choix du thème : « Les perspectives pour une sortie de crise pour la transition politique », a-t-il précisé.

Dans son intervention, le président des jeunes du parti CRAJ-Faso Nyèta Daouda Diarra a affirmé que la jeunesse du parti convention des réformateurs pour l'alternance et la justice CRAJ-Faso Nyèta, vaudrait profiter de ce 2ème congrès ordinaire pour inviter la jeunesse malienne de l'intérieur comme de l'extérieur à un sursaut patriotique pour un Mali nouveau. « Il s'agit pour nous, de prôner une école de qualité qui répond aux aspirations des maliens et une bonne gouvernance. Nous devons nous montrer plus compétitive dans le marché de l'emploi pour que les jeunes du Mali ne soient pas ridiculisés demain. Il s'agit pour la jeunesse du CRAJ d'aller vers l'essentiel, pour qu'enfin nous sortions notre Mali de l'ornière », a-t-il indiqué.

Aux dires, de la présidente des femmes du parti CRAJ-Faso Nyèta, Malado Diallo, les femmes du parti doivent être les plus mobilisées pour une transition réussie. « Nous ferons tout pour aider les autorités de la transition afin de sortir le Mali de cette crise multiforme qui n'a en fait que trop duré », a-t-elle laissé entendre.

■ Ibrahim SANOGO



## Mali : Une délégation Suédoise de haut niveau en visite à Gao pour encourager les efforts de la MINUSMA dans la région

Le 16 novembre dernier, Janine Alm ERICSON, la Secrétaire d'Etat chargée du ministère de la Coopération internationale au développement auprès du ministère des Affaires étrangères et Kristina KHÜNEL, l'ambassadrice de la Suède au Mali se sont rendues à Gao. La visite avait pour objet de visiter les troupes suédoises dans la région, constater les résultats obtenus dans le cadre des projets réalisés grâce à la contribution de la Suède au Fonds fiduciaire pour la Paix et la Sécurité au Mali. Encadrée par la Section Stabilisation et Relèvement de la MINUSMA et son unité du Fonds fiduciaire, cette visite aura permis des échanges avec les autorités administratives et militaires et des visites de projets.

**D**ès son arrivée à Gao, la délégation suédoise a eu une rencontre avec le chef de bureau de la MINUSMA Mohamed El-Amine SOUEF. Au cours de celle-ci, le chef de bureau a fait une présentation générale de la situation politique et sécuritaire de la région de Gao. Les différentes actions menées par la MINUSMA pour la protection des populations civiles conformément à son mandat ont aussi été évoquées. La ministre suédoise Janine Alm ERICSON a exprimé ses vifs encouragements pour les efforts faits par la MINUSMA dans le cadre du processus de paix au Mali.

La ministre suédoise et sa délégation accompagnées du chef de bureau de la MINUSMA se sont rendues par la suite au gouvernorat de Gao pour des échanges avec le Gouverneur de la région le Général Moussa TRAORE. Madame Janine Alm ERICSON a expliqué au Gouverneur de Gao les objectifs de sa visite dans la région qui sont de s'entretenir avec les troupes suédoises de la MINUSMA, visiter les projets financés par son pays à travers le Fonds fiduciaire des Nations Unies pour la Paix et la Sécurité au Mali mais aussi visiter la Case de la paix, un projet financé par la Suède. Le Gou-

verneur de Gao lui a présenté les grands défis auxquels fait face la région. Pour le Général Moussa TRAORE, il y a une grande insécurité dans la région qui se traduit par des actes de banditisme, de terrorisme mais aussi de trafic de tous genres. Le Gouverneur de la région tout en remerciant la Suède pour sa participation à la force européenne de lutte contre le terrorisme Takuba a loué les initiatives de la MINUSMA dans la région.

Avant de quitter Gao, la délégation a visité des projets financés à travers le Fonds fiduciaire des Nations Unies pour la Paix et la Sécurité au Mali. Il s'agit du projet « cercle de paix » qui a pour but de promouvoir la cohésion sociale entre les femmes mais aussi de favoriser le dialogue et d'instaurer une paix durable. Pour un montant de plus de 100 millions de francs CFA (exactement 108.654.299 FCFA) et parrainé par l'Unité Genre de la MINUSMA en collaboration avec sa Division des Affaires civiles et son Bureau pour la Protection des femmes, ce projet dans sa mise en œuvre va s'appuyer sur le réseau de 220 femmes déjà formées auxquelles vont s'ajouter les 192 à former. À travers le Fonds Fiduciaire de la MINUSMA, la Suède soutient le Mali également pour consolider la paix en œuvrant dans des domaines comme la sécurité, l'accès à la santé, ou encore à la justice.

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA



# Gestion des forêts classées : Le faux-fuyant du Directeur National des Eaux et Forêts

**Les forêts classées au Mali font l'objet aujourd'hui de toute sorte de spéculations. Et pourtant, elles ont été classées par des colonisateurs français suivant des Arrêtés qui ne font l'objet du moindre doute. Celle de Koulouba, Tiènfala, Faya et la boucle du Baoulé ont retenu notre attention.**

L'on dénote une complicité entre les spéculateurs fonciers et les services techniques intervenant dans le domaine. L'Inspecteur Général Ousmane Sidibé, Directeur des Eaux et Forêts, joue simplement au pompier pyromane, au faux-fuyant. Car son service a toujours donné un avis favorable. Plusieurs responsables techniques de la protection de l'environnement, des agents des Eaux et Forêts et ceux du domaine de Kati et de la Direction Régionale des Domaines de Koulikoro sont désormais dans le viseur de la justice.

Classée en 1935 par le colonisateur blanc, la forêt de Koulouba n'existe que de nom ou presque. La zone est partiellement occupée par des habitations. Il n'en reste que les parcs National et Zoologique. Il en est de même pour les autres forêts classées du Mali dont la plupart font objet de sites d'orpillage et autres pratiques illicites.

L'Etat malien, quant à lui, n'est pas un bon élève en ce qui concerne la mise en œuvre des textes de la FAO. Lesquels exigent à tous les

Etats signataires d'avoir au moins 15% de son territoire classé comme Forêt. Le Mali est encore à 6%.

Du côté de la forêt classée de Tienfala, elle décèle plus de 150 titres fonciers délivrés par le service des domaines de Kati. Classée depuis 1939, cette forêt de Tienfala avec sa superficie de 3000 hectares fait l'objet d'une occupation illicite.

Que dire de la forêt classée de Faya qui a récemment reçu la visite d'une délégation du département de l'Environnement et de l'Assainissement qui a même instruit le déguerpissement d'un occupant et ses installations.

Malgré le constat amer, certains citoyens s'adonnent à des activités lucratives susceptibles d'entamer nos forêts (constructions anarchiques, coupe abusive de bois, production de charbon de bois...).

L'opérateur économique Kindy Bathily qui s'était octroyé près de 80 hectares en titre foncier dans la forêt classée de la Faya vers Zantiguila, s'est vu expulser et ses matériels ramenés à Kasséla dans les locaux des Eaux

et Forêts.

L'Inspecteur Général Ousmane Sidibé, Directeur des Eaux et Forêts, n'est pas blanc comme neige, car avant d'occuper ce poste, il fut chef de bureau de Kati qui couvrait toutes les forêts énumérées. Il joue simplement au pompier pyromane, au faux-fuyant.

Il est clair que ce sont les services techniques qui ont donné leur avis, bien sûr après que les services des eaux et forêts aient délimité la forêt à travers un cabinet d'expert géomètre. Par des manœuvres machiavéliques, ils n'ont pas pris en compte les réserves pour le cas de la forêt de la Faya. Du coup c'est une forêt classée sans réserve foncière. Ce qui n'est pas normal. Et à chaque fois que des acquéreurs se présentent l'on fait croire que la zone est en dehors de la forêt classée.

La forêt classée existe il y a 78 ans et couvre une superficie de 79.822 hectares. Elle est classée suivant l'arrêté n°4054 S.E, du 27 Novembre 1943. C'est un patrimoine national, nul n'a le droit de circuler dans cette forêt à fortiori d'y mener des activités.

Selon le Conseiller chargé des questions juridiques au MEADD, Sidi Yaya Joseph Traoré, «c'est pour lutter contre ce fléau que nous avons initié cette opération de déguerpissement conformément à la loi 10 028 qui dispose en ses articles 112 et 113, l'expulsion des occupants de la forêt sans aucune autre forme de procès. On a déjà initié une procédure pénale contre les fautifs pour vérifier toute la chaîne depuis l'attribution des terres jusqu'à l'attribution des titres ». La loi sera désormais dite au Mali, les autorités de la Transition l'ont martelé dès leur prise de pouvoir.

La Boucle du Baoulé connaît également le même sort et l'alerte a été donnée plusieurs fois : «si rien n'est fait dans quelques années, il n'y aura plus de réserve du Baoulé».

Selon une source crédible, une enquête serait ouverte au niveau du Tribunal de Grande Instance de la CIII et visera plusieurs responsables techniques de la protection de l'environnement, des agents des Eaux et Forêts et des agents des Domaines et du Cadastre de Kati et le Directeur Régional des Domaines et du Cadastre de Koulikoro.

Les plus hautes autorités sont une fois de plus interpellées !

Massassi

Source : La Révélation



## Mali - Florence Parly : « Sur leurs liens avec Wagner, les russes ne trompent personne »

L'arrivée possible de mercenaires russes à Bamako, le jeu d'Assimi Goïta, la montée du sentiment anti-français, les actes posés par Mahamat Idriss Déby Itno au Tchad... Entretien avec la ministre des Armées d'Emmanuel Macron.



**A** lors que la présidentielle française approche à grand pas, l'heure du bilan a bientôt sonné pour Emmanuel Macron. Et en matière de politique africaine, c'est peu dire que les questions de défense et de sécurité ont dominé les débats – même si le pensionnaire de l'Élysée s'est évertué, durant son mandat, à essayer d'ouvrir d'autres horizons dans les relations entre la France et les pays du continent.

Évidemment, la situation au Sahel et l'opération Barkhane ont souvent été au centre des préoccupations. Environ 5 000 soldats déployés dans cinq pays, soit la plus grosse « opex » (opération extérieure) française depuis le début des années 2000. Le tout pour un résultat mitigé, alors que les groupes jihadistes ne cessent d'étendre leur influence dans le Sahel et de déstabiliser la région.

À son arrivée au pouvoir, en mai 2017, Emmanuel Macron avait initialement choisi Sylvie Goulard pour remplacer l'incontournable Jean-Yves Le Drian au ministère des Armées. Mais l'intéressée, impliquée dans une affaire plom-

bant son parti, le Modem, avait finalement démissionnée au bout d'un mois. Pour lui succéder, le chef de l'État avait alors misé sur une autre femme : Florence Parly.

Le choix de cette haute fonctionnaire rigoureuse, pas spécialement connue pour son aptitude militaire, avait d'abord surpris, y compris au sein de l'armée. Puis l'ancienne secrétaire d'État au Budget (2000-2002), passée par la direction d'Air France et de la SNCF, a progressivement imposé sa patte. Pas à la manière d'un Le Drian, à tu et à toi avec nombre de chefs d'État africains. Mais assez pour s'attirer la confiance des militaires et surtout de son patron qui, au final, l'a maintenue à son poste stratégique au fil des remaniements.

En cette fin novembre, la ministre française des Armées reçoit dans son bureau de l'Hôtel de Brienne. Arrivée potentielle des mercenaires russes de Wagner au Mali, relations tendues avec la junte au pouvoir à Bamako, réorganisation du dispositif militaire français au Sahel... Pendant une heure, elle a répondu aux questions de JA.

Après Paris et Bruxelles, c'est au tour des États-Unis de mettre en garde les autorités maliennes contre un recours aux mercenaires russes de Wagner. Pensez-vous Bamako toujours capable de signer un tel accord ?

Tout est fait pour éviter une situation qui serait profondément dommageable pour le Mali et sa population. La pression diplomatique est très forte. Le 9 novembre, nous avons remis une lettre signée par douze pays européens au ministre de la défense malien, lui indiquant que la présence de Wagner aurait des conséquences sur la présence de la communauté internationale au Mali.

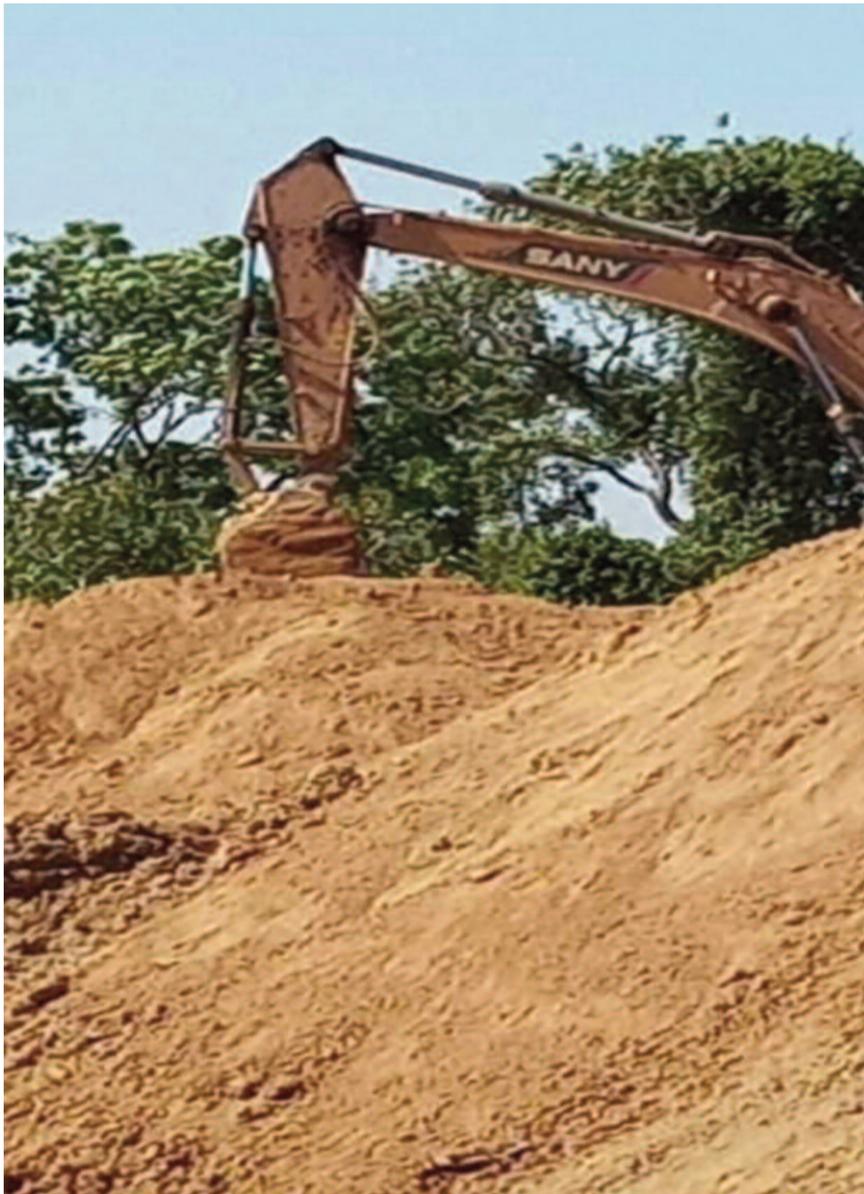
Vous a-t-il répondu ?

Pas pour l'instant.

**LA PRÉSENCE DE WAGNER POURRAIT ÊTRE UNE FORME D'ASSURANCE PERMETTANT À LA JUNTE DE PROLONGER LA TRANSITION**

Source : Jeune Afrique

## Mali : Le Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau continue sa croisade contre les orpailleurs illégaux



Les actions entreprises ont permis de saisir plusieurs centaines d'engins et équipements lourds et procédé à l'arrestation de plusieurs dizaines de personnes de différentes nationalités.

On se rappelle que le 8 janvier dernier, le ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Eau, M.

Lamine Seydou Traoré, accompagné de ses homologues en charge de l'Environnement et de la Sécurité, s'est rendu dans la localité de Kéniéba pour constater l'ampleur du phénomène de l'orpaillage clandestin et d'engager une guerre sans merci contre les ennemis de notre économie et de notre environnement. C'est

ainsi que débuta l'opération dénommée "Falémé dambé, Mali Sanou ko dambé" qui vise à traquer les auteurs et complices de cette pratique contre notre pays.

Depuis cette date, des brigades mixtes, bien formées et bien équipées pour la circonstance, ont effectué plusieurs opérations de descentes inopinées dans la zone du Falémé. Des actions qui ont permis de saisir plusieurs centaines d'engins et équipements lourds et procédé à l'arrestation de plusieurs dizaines de personnes de différentes nationalités.

Hier encore, 25 novembre 2021, c'est la zone de Kangaba qui a fait l'objet de fouille par le Haut fonctionnaire de défense du Département, le colonel Major Nicolas Cissé. L'opération a permis d'arrêter et de mettre à la disposition de la justice 3 chinois, de récupérer 5 pelleteuses, 1véhicule double cabines, et 1 camion-citerne.

C'est dans cette même logique et détermination du Département d'endiguer le fléau qui a pris une proportion inquiétante dans notre pays, qu'une mission du département conduite par le Colonel-major Nicolas Cissé, Haut fonctionnaire de Défense, s'est rendu du 10 au 15 juin 2021 à Dabia, dans le cercle de Kéniéba. Cette mission faisait suite à une plainte déposée par la société Oklo Ressources Mali Sarl contre le représentant de la Chambre des Mines de Kéniéba, qui a illégalement installé des orpailleurs clandestins de nationalités étrangères sur le titre minier de ladite société. Son objet : interpellier des exploitants illégaux et évaluer les dommages environnementaux sur le permis de recherche d'or et des substances minérales dans la zone concernée. Il s'agissait spécifiquement de faire cesser immédiatement les exploitations illégales, procéder à l'évaluation des dommages environnementaux et saisir tous les équipements et matériels y afférents.

### DES COMPLICITÉS PARMIS LES HABITANTS

A son arrivée, la mission a été accueillie par le Chef de projet. Par la suite, un programme de travail a été établi en commun accord. Dans ce programme, il a été prévu : de rendre visite à l'autorité coutumière qu'est le chef de village, d'organiser une rencontre avec le maire en présence de ses conseillers, de son secrétaire général, du chef de village et ses conseillers, ainsi que les autorités administratives de Kéniéba. Enfin, une visite des différents permis



miniers dans la zone concernée mettra fin à la mission.

Le soir, l'équipe de la mission s'est entretenue avec le chef de projet, ainsi que l'avocat de la société Oklo Ressources Mali Sarl et le chargé du développement communautaire.

La société Oklo Ressources Mali Sarl, à travers son conseil a expliqué qu'en dépit des efforts déployés lors de précédentes missions par la DNGM pour déguerpir les exploitants illégaux sur leur permis, le représentant de la Chambre des Mines de Kéniéba est resté sourd. Pis, il a fait installer des exploitants illégaux de nationalité chinoise dans une zone qui avait préalablement fait l'objet de déguerpissement d'orpailleurs clandestins.

Au même moment, le gisement de Dandoko de la société Oklo Ressources Mali Sarl dans la même zone, faisait aussi l'objet d'une occupation par des exploitants artisanaux sous la responsabilité conjointe du représentant de la Chambre des Mines de Kéniéba et de l'actuel maire de Dabia. Face à la situation, la société minière a engagé des discussions avec les nommés pour un règlement à l'amiable. Le compromis obtenu à l'issue des discussions était que la société retire sa plainte contre le représentant de la Chambre des Mines de Kéniéba. Ce dernier devrait ensuite faire partir les occupants illégaux dans un délai de trois

(3) semaines. Une des clauses du règlement à l'amiable était aussi que les exploitants artisanaux quittent le gisement de Dandoko sans délai.

OKLO a exprimé son attachement à la quiétude pour la validation de son projet d'exploitation lors d'une consultation publique en cours d'organisation. Elle tient à préserver la paix sur son site.

Cette approche a été saluée par le Département en charge des Mines qui, à travers son Haut fonctionnaire de Défense, a rassuré qu'il jouera pleinement son rôle.

Dans le souci d'accompagner le dynamisme de dialogue établi entre la société OKLO est la communauté locale du projet minier de Dandoko, la mission s'est entretenue avec celui même qui est considéré comme le responsable de l'installation des chinois et l'envahissement du gisement d'or à fin afin de l'écouter sur les allégations à son encontre.

L'intéressé s'est dérobé de son rôle de représentant de la Chambre des Mines à Kéniéba et s'est présenté comme le président de la Fédération des orpailleurs du cercle de Kéniéba, tout en niant les accusations portées sur lui. Par la suite, il a reconnu les faits et s'est engagé à rencontrer le maire et les chefs de village concernés pour déguerpir les exploitants illégaux des différents sites.

La mission a effectué sa première sortie sur le terrain le samedi le 12 juin 2021 sur le permis de Sari, sur ce permis, à côté d'une excavation de plus de 200 mètre de long, 50 mètre de large et 10 à 15 mètre de profondeur, ont été retrouvés quatre jeunes travailleurs qui se sont déclarés comme étant des Sierra-léonais au service d'une équipe chinoise. Ils étaient en phase de finition de construction d'une maison en bois d'environ 40 à 50 m<sup>2</sup>, recouverte de tôles ondulées et le pourtour de matière plastique pour se protéger de l'eau de pluie et du vent. A côté de cette cabane, on a pu constater trois (3) forages, cinq (5) rouleaux de raccord de diamètre 50 mm environ, 3 cuves carrés en plastique de 1000 litres chacune et des carcasses de tôles. Pendant que les membres de la mission en compagnie des représentants de la société s'affairaient pour faire l'inventaire des matériels trouvés sur place, les jeunes travailleurs en ont profité pour disparaître dans la nature. Les chinois qui seraient les mandants n'ont pas été trouvés sur le site. Les matériels saisis ont été déposés à la Brigade Territoriale de la Gendarmerie de Kéniéba.

Source : Gouvernement du Mali

# Attaque contre le mouvement démocratique : Choguel victime d'un procès en sorcellerie ?

Le discours tenu, le 11 novembre dernier, par le Premier ministre Choguel Kokalla MAIGA, en recevant à la Primature les chefs traditionnels et coutumiers, a été très mal reçu par certaines organisations politiques qui y voient une attaque en règle contre le Mouvement démocratique, en particulier, et le cadre démocratique, en général.



**P**our l'A.DE.MA. Association, la première à dégainer, les propos du PM s'inscrivent dans sa logique de défense du régime qui a prématurément freiné l'élan patriotique de construction nationale du Président Modibo KEITA. L'Alliance exhorte tous les démocrates à redoubler de vigilance et de détermination pour défendre et faire prévaloir les valeurs et les acquis de la démocratie chèrement acquis au Mali.

Ensuite, le PARENA dénonce les attaques du Premier ministre de la Transition et celles du

Porte-parole du M5 contre le cadre démocratique et républicain instauré au Mali depuis le renversement du régime de parti unique en mars 1991.

« Jetant peu à peu les masques et cachant difficilement leur haine de la démocratie et du pluralisme politique, les héritiers du CMLN et de l'UDPM, que sont Choguel Maïga et Jean-mille Bittar, ont multiplié les déclarations provocatrices et les attaques frontales contre les acquis démocratiques obtenus de haute lutte et dont les tenants de l'UDPM ont été parmi

les principaux bénéficiaires ».

Enfin, le Parti Africain pour la Solidarité et la Justice (ADEMA-PASJ), Parti historique, héritier de la révolution de Mars 1991, dénonce avec véhémence les propos du Premier ministre de la Transition qu'il qualifie de malencontreux, d'inacceptables et d'insultes à la mémoire des martyrs de Mars 1991. Pour l'ADEMA-PASJ, ces « discours haineux, vindicatifs sont à bannir et à combattre sans concession.

Les propos de Choguel Kokalla MAIGA de plus

en plus accusé d'adopter des positions clivantes ont-ils été extrapolés. Le locataire de la Primature est-il victime d'un procès en sorcellerie ?

### Lisez l'intégralité de son discours lors de sa rencontre avec les chefs traditionnels et coutumiers.

Honorables Représentants des populations de nos terroirs,  
Messieurs les Dignitaires religieux,  
Messieurs les Communicateurs dépositaires de la Tradition,  
Au nom du Président de la Transition, Chef de l'Etat, Son Excellence le colonel Assimi Goïta, je vous souhaite la bienvenue et vous invite à vous sentir chez vous, cet après-midi, ici, au CICB :

A ni woula, a bissimilah, an bi koun.  
Notre sagesse populaire enseigne : quand vous invitez les gens, si vous ne leur donnez pas quelque chose, vous leur dites quelque chose. J'ai choisi de vous dire quelque chose.  
La cérémonie qui nous réunit aujourd'hui est une première dans les annales de notre histoire nationale. Je ne dis pas que vous n'avez jamais été associés à la gestion des affaires de l'Etat. Mais, au moment des grandes décisions, vous avez dû le constater et vous sentir légèrement offusqués, c'est surtout avec les hommes politiques que des cadres d'échanges ont été organisés.  
Qu'il s'agisse d'élaborer des textes fondamentaux pour orienter la vie de la Nation ou restructurer l'organisation de l'Etat, c'est essentiellement vers eux que les gouvernements se tournent, c'est essentiellement avec eux que le dialogue est engagé, c'est essentiellement avec eux que les compromis et les consensus permettant de surmonter les difficultés sont trouvés.  
Avec la rencontre de cet après-midi, comme avec celle qui suivra demain avec le Président de la Transition, Chef de l'Etat, la volonté est de rompre avec la tradition du dialogue vous tenant à l'écart des prises de décision engageant le devenir de la Nation. Notre commune volonté est de vous inviter, comme cela se passait autrefois, comme cela continue de se passer encore, dans nos assemblées traditionnelles, sous l'arbre à palabre, dans le vestibule, le togouna ou le weltaré, pour vous

édifier sur les réalités nationales du moment et vous charger d'une mission.

Mes propos sont pour vous édifier sur la situation qui prévaut actuellement dans le pays en attendant que, demain, le Président de la Transition, Chef de l'Etat, précise à votre intention ce qu'en la circonstance, le pays attend de vous.

Que vous soyez représentants de familles fondatrices de villages, de quartiers ou de villes, chefs coutumiers, dignitaires religieux ou communicateurs détenteurs de la tradition orale, vous possédez, chacun en ce qui vous concerne, des qualités qui façonnent votre originalité. Les populations peuvent se lasser des hommes politiques parce que ces derniers, pour diverses raisons, n'ont pas su honorer des engagements pris. Les populations ne peuvent se lasser de vous parce que vous incarnez les vertus qui fondent notre humanisme :

- le courage de se déterminer, de prendre position, quand les circonstances l'exigent ;
  - l'obligation de dire la vérité, quel que soit le lieu, quelle que soit la circonstance ;
  - la même attention prêtée aux propos tenus aussi bien par le plus fort que par le plus modeste ;
  - la justice, l'équité avec lesquelles vous tranchez les différends qui vous sont soumis et, par-dessus tout, le sens de l'honneur, de la dignité, de l'intégrité; la noblesse dans les manières de dire et de faire, le sens de la mesure, de la retenue dans les propos. En un mot la noblesse au sens large du terme
- Loin de moi l'idée de jeter l'opprobre contre les hommes politiques. Je l'aurais voulu que je ne pourrais le faire et pour cause, je suis moi-même un responsable politique. Je ne saurais donc être la négation de ma propre personne. Je le reconnais et c'est le fondement de mon engagement : le propre de l'homme politique est de gérer les affaires de l'Etat au profit du grand nombre.

Dans cette mission exaltante, il peut être confronté à des défis inimaginables, mais en toutes circonstances, il doit à son peuple, tenir le discours de la vérité, il ne doit pas chercher à le tromper, encore moins le trahir.

Cependant, force m'est de reconnaître ce qui est évidence : l'homme politique peut choir, déchoir, décevoir ; vous qui incarnez la quintessence de nos vertus ne pouvez tomber. C'est en cela que vous êtes des modèles et c'est pour cette raison que vous avez été invités

pour vous transmettre, au nom du Président de la transition, Chef de l'Etat, Son Excellence le colonel Assimi Goïta, un message à relayer auprès de nos populations.

Honorables Représentants des populations de nos terroirs,  
Messieurs les Dignitaires religieux,  
Messieurs les Communicateurs dépositaires de la Tradition,

Cela n'est un secret pour personne : la Mali traverse une des crises, sinon, la crise la plus aiguë depuis son accession à la souveraineté nationale et internationale. Les manifestations de cette crise sont de plusieurs ordres. J'ai choisi d'en développer quatre, à votre intention.

Les deux premières manifestations de la crise sont les plus graves, dans la mesure où elles constituent une réelle menace pour le Mali, non seulement en tant qu'Etat, mais, pire, en tant que nation. Ces deux manifestations sont : Les risques de partition de la Patrie et l'insécurité généralisée.

Certes, avec la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation, issu du processus d'Alger, les risques de partition semblent, en apparence contenus : les Maliens ont cessé de se faire la guerre pour se retrouver autour de la table de négociations et tracer les chemins de l'avenir.

Il n'en demeure pas moins que la vigilance reste de mise car, ceux qui ont intérêt à cette partition, ce ne sont pas des Maliens, ceux qui ont intérêt à cette partition, ce sont des forces obscures, tapies dans l'ombre. Passées expertes dans l'art de diviser pour régner, elles nous dressent les uns contre les autres pour assouvir leurs noirs desseins. En tout lieu et en toute circonstance, il nous incombe d'être vigies et vigiles pour les découvrir, les démasquer et les rendre inopérants, faisant ainsi échec à leur projet funeste.

Si les Maliens ont choisi de dialoguer entre eux afin de donner un contenu à la devise de la République – un Peuple, un But, une Foi – ils ont à affronter les conséquences d'un radicalisme religieux : le terrorisme et le banditisme.

Nés dans ce qu'il est convenu d'appeler le Nord et le Centre du Mali, ils se sont propagés, comme par métastases, vers le Sud. A ce jour, aucune région du pays n'est épargnée.

Outre le risque d'une résurgence du séparatisme et l'insécurité, nous sommes confrontés à deux autres rigueurs de l'existence : les mouvements de revendications perlés de certaines couches sociales et la cherté de la vie. Le gouvernement est conscient des manifestations de la crise. Il s'emploie, œuvre pour la juguler. Cependant, et cela mérite d'être rappelé à votre attention, pour réussir à éradiquer de manière efficace les écueils qui freinent notre épanouissement, individuel comme collectif, il nous faut remonter des effets aux causes.

Honorables Représentants des populations de nos terroirs,  
Messieurs les Dignitaires religieux,  
Messieurs les Communicateurs détenteurs de la Tradition,

Nous sommes tombés bien bas. Le Mali est devenu le vieil homme malade de l'Afrique de l'Ouest. A son chevet se presse plus d'un pays, africain comme extra-africain, dans le cadre d'une solidarité virile entre pays frères comme dans le cadre de desseins inavoués. Cela ne s'est pas produit par hasard.

Vous vous souviendrez, il y a de cela un peu plus de trois décennies, sous le couvert de l'instauration de la démocratie, qui a été présentée comme une panacée contre le sous-développement, on a promis au Peuple des lendemains qui chantent. Ce qu'il en a résulté est connu : tous les leviers de l'Etat : les Forces de Défense et de Sécurité, l'Ecole, l'Administration, la Justice se sont retrouvées vidées de leur substance. La déliquescence progressive a atteint tous les secteurs de la vie de la Nation. La corruption et l'impunité devenues monnaie courante ont contribué à désarticuler les fondements de notre sécurité. La gestion du pays est passée entre les mains des PTF et des ONG et, le seul indiscutable bilan que la démocratie nous a légué est la floraison des associations et des partis politiques. L'affaiblissement de l'autorité centrale a eu, comme conséquence, la faillite de l'Etat avec ses corollaires : précarité de l'unité du peuple et de l'intégrité du territoire national, perte de la souveraineté, déliquescence des services sociaux de base, insécurité ; en un mot, tout ce que le Peuple vit aujourd'hui comme difficultés.

Des élections ont été organisées sur fond de

fraude et d'achats de consciences. Les maîtres du jour ont ignoré que le Peuple a cessé de se laisser manipuler. Le Peuple s'est dressé comme un seul homme et, au prix du sacrifice ultime de certains jeunes gens sur l'étendue du territoire, a imposé le changement : la frange patriotique des Forces de Défense et de Sécurité, alliée aux Forces politiques et sociales acquises au changement, au renouveau, en un mot, les Forces populaires et patriotiques, se sont installées au pouvoir pour une période transitoire qu'elles entendent mettre à profit pour refonder l'Etat.

Le 28 mai 2021, le colonel Assimi Goïta est reconnu Président de la Transition, Chef de l'Etat par la Cour constitutionnelle. Il prête serment devant la Cour suprême le 7 juin 2021 et, dans la foulée, le même jour, il m'investit de sa confiance et me nomme Premier ministre, Chef du gouvernement. Sous son autorité, je forme, le 11 juin 2021, un gouvernement. Le premier Conseil de Cabinet se tient le 13 juin 2021, suivi, le 16 juin 2021, du premier Conseil de ministres.

Profitant de la tenue de ce premier conseil de ministres, le Président de la Transition nous précise la mission à laquelle nous sommes appelés à nous dévouer en ces termes : Nous sommes dans un régime de transition. Aussi, et pour cette raison, notre mission revêt une double dimension. En effet, il nous incombe d'œuvrer pour faire sauter des verrous, lever des entraves, surmonter des handicaps afin de recréer, de refonder et transmettre à nos successeurs un Etat fort et des institutions stabilisées.

Dans la plus grande collégialité, il vous revient de capitaliser des acquis car nul n'édifie sur table rase, de rompre avec des pratiques ayant provoqué la défiance des populations vis-à-vis de l'Etat, de fédérer l'ensemble des forces patriotiques et susciter leur adhésion ; le tout, pour fonder l'Etat sur des institutions adaptées à nos réalités.

Avec ce passage de la déclaration liminaire du Chef de l'Etat, nous retenons les termes « recréer », « refonder », « rompre avec des pratiques ». En un mot, ce qu'il nous est donné comme instruction est de mener et réussir une transition de rupture pour instaurer le Nouveau-Mali : Mali Koura.

Cela m'a servi de source d'inspiration pour élaborer le Programme d'Action du Gouvernement (PAG). Je l'ai voulu à la fois concis, ambitieux

tout en restant réaliste. Six semaines après mon entrée en fonction, je me présentais devant l'organe législatif de la Transition, le Conseil National de la Transition (CNT) et le présentais comme la traduction de « la vision du Chef de l'Etat pour redresser notre pays, asseoir les bases de la refondation, prendre en charge les aspirations profondes de notre peuple au changement en vue de réaliser le développement économique, social et culturel. »

La mise en œuvre de ce Programme d'Action du Gouvernement se traduira par « le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national, les réformes politiques et institutionnelles, l'organisation des élections générales, la promotion de la bonne gouvernance et l'adoption d'un pacte de stabilité. »  
Honorables Représentants des populations de nos terroirs,

Messieurs les Dignitaires religieux,  
Messieurs les Communicateurs détenteurs de la Tradition,

Tel était le message que je tenais à vous transmettre. Après audition de ce message, ce qui est attendu de vous est un devoir patriotique. Aider, soutenir la transition, faire des bénédictions pour les dirigeants de la Transition, pour que Dieu le Tout Puissant guide leurs pas dans le bon sens et qu'ils continuent d'être chevilles, corps et âmes, aux seuls intérêts supérieurs du Peuple, de la Nation et de l'Etat Mali.

Pour restituer aux maliennes et maliens de l'intérieur et de la Diaspora, leur honneur, leur dignité, leur fierté d'appartenir à une seule et indivisible Nation. En un mot, Ka Mali dambé ségui a maa.

Le Président de la Transition, chef de l'Etat qui vous recevra demain ne manquera pas de vous en dire plus et mieux.

De nouveau, je réitère mes remerciements, mon obligeance envers les légitimités que vous êtes et vous invite à multiplier les bénédictions pour la réussite totale de la Transition, l'avènement du Nouveau-Mali tant espéré.

Qu'Allah bénisse le Mali !

Bamako, le 11 novembre 2021

Source : Info-Matin

## Ma sœur en Islam : Sophie Pretronin



**A**u stade ultime et final de l'islamophobie en France, animée sur commande par Éric Zemmour, le juif raciste, tu as bravé monts et vaux de préjugés, pour rejoindre le Mali, destination internationale interdite, le pays de ton injuste captivité par des frères égarés en Allah SWT plus de quatre ans. I bissimilahi ! En cette éternelle terre verte d'or rougie d'accueil ouest africain qui a autant reçu le Sahara, l'Atlantique et la Méditerranée, des millénaires durant. Y vivre et y mourir dans une case nègre rapproche certainement d'une résurrection gagnée par ta foi musulmane au Créateur de l'Univers. Et tout ce qu'il contient de misérables petites mesquineries de prétendus maîtres du monde. A peine capables

de régler son compte à un virus couronné. Une telle brillante sagesse de ta carrière humanitaire loue la paix, ici-bas et au-delà, à laquelle ces irresponsables de palais en ruine aspirent sans jamais pouvoir l'atteindre un seul jour de leur vie sur procuration mercantiliste guerrière. Et ils n'apprennent aucune leçon de leur propre insécurité qu'ils cultivent inconsciemment avec le mythe du progrès scientifique et technologique détracteur. Que faire de l'ignorance savante, de la richesse appauvrissement et du pouvoir par impuissance, quand on est juste un homme libre, de cœur purifié de la haine et d'esprit non-enfumé par l'égoïsme, qui se déclare de droit et de devoirs ? Envers lui-même, tout homme et son

Seigneur ! Sophie, plus qu'un honneur, une légion sacrée, tu viens de jeter une force rédemptrice dans la mare aux canards endimanchés pour qu'ils se souviennent du chemin de leur traversée du désert occidental à dos de chameau. Prions pour qu'ils en bénéficient entre deux horizons lourds de nuages toxiques qui brûlent la planète terre sans un kiosque pour s'abriter. Prosternons-nous sincèrement en la Mosquée cinq fois par jour pour que la nuit soit aussi douce qu'un rêve de Paradis Firdaws bien réel.

Sophie, assalamalekoum !!!  
IMAM PR HAMIDOU MAGASSA

Les Échos, 15 novembre 2021

## Burkina Faso : Une journée sous tension à Ouagadougou

La situation a été très tendue dans la capitale burkinabè ce samedi 27 novembre. Les forces de sécurité ont dispersé dans la matinée un rassemblement interdit de manifestants qui réclamaient la démission du président Roch Marc Christian Kaboré qu'ils jugent « incapable » d'enrayer la spirale de la violence jihadiste qui endeuille régulièrement le pays.

**L**e face-à-face entre manifestants et forces de l'ordre a duré plusieurs heures autour de la mairie centrale de Ouagadougou.

Les manifestants, qui accusent le maire d'avoir requis les forces de sécurité pour empêcher leur regroupement, étaient déterminés à incendier les locaux de la mairie. Toutes leurs tentatives de s'approcher de l'édifice ont été repoussées à coups de gaz lacrymogène.

Dans les ruelles autour de la Place de la Nation, du siège du FESPACO, jusqu'à la Place des Nations Unies, des barricades ont été érigées et des pneus incendiés.

Dans le quartier Patte d'Oie, un peu plus au

sud, plusieurs barricades ont été dressées, et on a assisté également à des courses-poursuites entre manifestants et forces de sécurité. Certains manifestants ont tenté de saccager l'immeuble qui a abrité le quartier général de la campagne du président Roch Marc Christian Kaboré durant l'élection présidentielle de novembre 2020.

Signe de la tension, des journalistes ont eu maille à partir avec certains éléments des forces de sécurité. Deux journalistes ont été blessés. Pour les manifestants, il s'agissait d'apporter leur soutien aux soldats en lutte contre le terrorisme à travers leur sortie.

La tension était très vive durant la matinée,

mais elle a baissé dans l'après-midi. Si le calme est revenu, les manifestants n'entendent pas abandonner leur lutte : demander une amélioration sécuritaire ou le départ du président Roch Marc Christian Kaboré. « Même s'il le faut, nous allons rester dans la rue durant des jours. Il faut que les choses changent », nous a confié un manifestant qui dirigeait un groupe. Les responsables de la coalition menacent de poursuivre leurs actions si les manifestants interpellés ne sont pas libérés. En tout cas, ce n'était pas l'ambiance des jours ordinaires à Ouagadougou. La plupart des stations-services sont restées fermées toute la journée. Le marché central, poumon économique de la capitale, n'était pas accessible. Les grands et petits commerces ou encore les magasins ont baissé leurs rideaux. Face à un pouvoir qui donne l'impression d'être aux abois, la population n'a d'autre choix que de se prendre elle-même en charge et d'exprimer tout son désarroi et sa colère en appelant tout simplement le changement pour sortir de la crise.

Source : RFI



## RDC : La ministre de la Justice demande le retour de Willy Bakonga en prison

L'ancien ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique, Willy Bakonga rentrera-t-il en prison ? Condamné fin avril à trois ans de prison pour « blanchiment d'argent » et « transfert illicite de capitaux vers l'étranger », il a été libéré jeudi dernier, soit près de 7 mois après son arrestation. Un jour après cette remise en liberté et le tollé qu'il a provoqué, la ministre de la Justice Rose Mutombo a soulevé des anomalies dans la décision et suggère sa remise en prison.



**D**ans une correspondance adressée par Rose Mutombo, ministre de la Justice, au procureur général près la Cour de cassation, on apprend que l'acte qui a permis la libération de Willy Bakonga est une lettre envoyée au directeur de la prison centrale de Makala par le procureur général près la Cour d'appel de Kinshasa/Gombe.

Cette correspondance contenait une liste des condamnés qui seraient éligibles à la décision de mesure de grâce collective prise en juillet par le chef de l'État. Seulement, la ministre fait remarquer que le nom de Willy Bakonga a été repris alors que ce dernier ne dépend pas de la juridiction du procureur près la Cour d'appel de Kinshasa/Gombe.

La ministre de la Justice désapprouve cette démarche et considère qu'il s'agit d'un « manquement grave et d'un excès de pouvoir qui porte atteinte à l'exécution de l'Ordonnance présidentielle du 28 juillet 2021 portant mesure collective de grâce ».

Source : RFI



## L'Ivoirien Giovanni Sio : De nouveau à l'heure suisse

Alors qu'il était à la recherche d'un nouveau contrat, l'attaquant ivoirien Giovanni Sio s'est engagé au FC Sion. Un club où il avait fait ses débuts professionnels en 2010.

Les années se sont écoulées et Giovanni Sio retourne à la maison pour poser ses valises. Sans club depuis son départ de Gençlerbirliği en Süper Lig turque l'été dernier, l'attaquant international ivoirien (25 sélections, 3 buts) s'est engagé avec les « Rouge et Blanc » jusqu'en juin 2023. Le joueur formé à Nantes avait remporté la Coupe de Suisse en 2011 avec Sion en inscrivant le but de la victoire face au Neuchâtel Xamax. Passé par l'Allemagne (Wolfsbourg, Augsburg), et la France (Sochaux, Bastia, Rennes, Montpellier), Giovanni Sio, 32 ans, a aussi gagné deux titres de champion de Suisse avec le FC Bâle.

**Un grand frère** - Révélé au FC Sion, Giovanni Sio espère désormais être capable d'apporter son expérience. « Pour les plus jeunes, je pourrais être une sorte de grand frère en leur donnant des conseils, a-t-il confié au site officiel du club. Mais il faudra également rester focus sur l'objectif qui est de remonter au classement. Je suis là pour être compétitif, c'est certain, mais si je peux aider, tant mieux. Il y a de la qualité chez tous les attaquants présents, et si je peux leur donner quelques conseils, ce sera avec grand plaisir. Mais bien sûr, mon objectif personnel est de marquer des buts pour aider l'équipe. » Il a paraphé un contrat avec

le club helvète jusqu'en 2023.

« C'est un retour à la maison pour lui. Avec toute sa carrière et son expérience des grands championnats et des coupes européennes, il apportera énormément à l'équipe. Sa hargne et son envie absolue de gagner sont toujours bien présentes », a déclaré son directeur sportif Barthélémy Constantin. En 2012, Giovanni Sio avait quitté Sion pour la Bundesliga en signant dans le club de Wolfsburg.

Ce globe-trotter du ballon rond a aussi fait les beaux jours de Rennes entre 2015 et 2017. Avec le club breton, il avait participé à 72 rencontres et marqué 16 buts. « Je suis quelqu'un de très impliqué. J'essaie de donner le meilleur de moi-même à chaque instant. Que ça soit sur le terrain ou dans les vestiaires », nous avouait-il à l'époque.

« J'ai beaucoup galéré physiquement. Mais maintenant ça va. J'espère jouer bientôt. Je suis un compétiteur. Je veux être le plus efficace possible pour avoir du

Source : RFI





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Des étapes sont à vivre pour ressentir une sérénité. Des réunions peuvent remplir votre journée intense. Il faut éviter de vous consacrer aux autres, car vos collègues apprécient votre soutien. Concentrez-vous sur vos tâches et apprenez à refuser les demandes.

Les dépenses peuvent avoir un lien avec le règlement des factures ou des paiements obligatoires. Vous devez attendre de stabiliser votre budget pour acheter des produits chers. De petits accessoires destinés aux loisirs et aux sports sont probables.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Vos performances font grand bruit au sein de votre entreprise. Vos prises de risque ne sont pas toujours bien accueillies, sachez que votre attitude ne laisse personne indifférent. Vous n'avez qu'une seule chose en tête, continuer vos prouesses.

La journée est placée sous le signe de l'économie, en effet, aujourd'hui il est préférable d'avoir des oursins dans la poche plutôt que de dépenser votre argent à tout-va. Pour le moment les charges de la maison sont plus importantes que le reste.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Le climat favorise des discussions au sujet des conditions de travail. Vous retrouvez du courage et souhaitez vous éloigner du service à cause de la désorganisation. Soyez patient tout en restant à l'écoute, car un coup de piston pourrait vous y aider.

Les dépenses sont importantes et elles sont difficiles à freiner. Vous devez faire attention à vos tentations, car vous craquez facilement sur des gadgets ou des accessoires. Les produits destinés à la voiture peuvent faire partie des frais principaux.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous aurez un peu tendance à vous disperser pour aller grappiller des informations plutôt que de vous concentrer sur un dossier en particulier. Recentrez-vous sur un objectif prioritaire, ce sera davantage efficace.

Vos finances s'épanouissent et vous obtenez ce que vous attendez. Vous êtes dans une phase de réalisation et de prospérité. Toutefois, attention aux dépenses inutiles qui pourraient vous faire perdre de l'argent par excès de confiance.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Pour réussir dans votre carrière, vous avez besoin de vous entourer de personnes comme vous qui sont loyales et avec une conscience professionnelle. La journée est source de satisfactions avec un avancement sensible dans votre évolution professionnelle.

La prudence est utile, car même si votre capacité financière vous permet de dépenser sur des loisirs, vous pourriez vivre au-dessus de vos moyens et vous retrouver avec un risque de découvert. Tentez de différer vos frais peu utiles et regrettables.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Votre intuition vous dit qu'un collègue n'est pas fiable, voire malhonnête. Vous hésitez à en faire part à votre hiérarchie. Par peur d'être mal perçu par vos collaborateurs, vous préférez vous taire. Vous rongez votre frein en le gardant à l'œil.

Aujourd'hui vous pourriez être amené à déplacer de l'argent ou à régler une situation financière datant d'il y a quelques mois. Vous ne pourrez pas y échapper, même si ça ne vous enchante pas, autant solutionner le problème au plus vite.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des concessions sont à faire. Le poste actuel ne vous donne guère de satisfaction et vous avez l'impression de faire un travail d'exécution en vous oubliant. Une piste vers un nouveau poste peut venir de la part d'un collaborateur qui vous appuie.

Vous savez réaliser des économies avec des astuces en attendant que vos finances se stabilisent de nouveau. La prudence est recommandée pour préserver le budget et ne pas avoir de découvert avant la fin du mois. Les soldes ou du bricolage sont conseillés.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre dynamisme et votre efficacité ne trouvent pas de quoi s'exprimer. Aussi, vous déciderez de changer la donne ! Vous reverrez entièrement votre manière de travailler et proposerez de nouvelles idées à votre hiérarchie qui sera bien obligée de vous écouter !

Vous parvenez à faire fructifier vos ressources financières. Jupiter dans le secteur vous aide à mener votre barque. Mais si la chance peut vous sourire, n'en faites pas un principe acquis ! Uranus dissonant pourrait brutalement vous faire perdre une partie de vos gains.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Mars en Vierge vous met sous pression et votre activité demande d'être réactif. Vous devez être prudent quand vous parlez : vous êtes sec et autoritaire, car vous êtes pressé. La complicité professionnelle peut défaillir pour des questions de maladresse.

Si un ancien ami vous réclame de le dépanner financièrement, ne le faites pas de suite. Il est conseillé de ne pas prêter votre argent et de cesser de céder aux pulsions de dépenses. Neptune en Poissons vous incite à dépenser pour n'importe quel prétexte.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Sur le plan professionnel, Neptune vous annonce que vous sortez la tête de l'eau. Exit les petits tracas, vous êtes bien décidé à aller de l'avant. Dorénavant, vous faites la part des choses, vous prenez le recul nécessaire, vous devenez optimiste.

Vous rappelez à votre employeur l'augmentation promise, de peur que votre accord ne passe aux oubliettes, mais pour l'obtenir, vous devrez redoubler d'efforts, pensez à votre compte en banque, apparemment on vous teste encore sur vos compétences.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Uranus votre planète, vous aide à aller de l'avant. Une petite part de risque est prise pour trouver un nouveau poste. Un appui inattendu devrait provenir d'un collègue. Vous lui inspirez confiance. Il voit vos potentiels et tente de vous appuyer.

Il est utile de faire des économies. Vous vivez au-dessus de vos moyens, car vous craquez facilement sur des articles. Des achats pourraient être sans importance ou être peu utiles. Une petite pause sur les dépenses serait utile et même nécessaire.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Vous prenez les choses en main et tenez le rôle de leader. Très intuitif, sous l'effet de Mercure vous insufflez des idées ingénieuses, et, coaché par Uranus, vous suggérez des modifications nécessaires à une meilleure organisation. Vous avez tout compris !

Côté budget, il serait bon de penser restructuration... Votre banque pourrait vous rappeler à l'ordre si vous dépassez un découvert autorisé ou si vous n'avez pas les fonds suffisants pour honorer un prélèvement. Restez vigilant.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23